

Recherche • Université

Dans les collectivités, la science infuse

Ouverture

La complexité croissante des sujets à traiter par les collectivités dans une époque marquée par des transitions multiples – climatique, écologique, démographique, numérique ou éducative – leur impose de considérer d'autres approches.

Méconnaissance

Le regard distancé de la recherche, sa posture critique et sa méthodologie peuvent se révéler précieux pour les territoires. Mais ces deux mondes se méconnaissent, notamment en raison de cultures et de temporalités différentes.

Synergie

Des formes diverses de collaborations peuvent s'organiser entre chercheurs, d'un côté, élus locaux et services, de l'autre. Du conseil scientifique à l'embauche d'un thésard, en passant par des partenariats plus ou moins ponctuels avec des universités.

«**L**a recherche est aussi cruciale pour les collectivités que pour les entreprises qui la pratiquent, elles, depuis des décennies afin de construire leur avenir.» Président (SE) de la communauté de communes du Clunisois (42 communes, 14.000 hab., Saône-et-Loire), Jean-Luc Delpuch est l'un de ces ardents défenseurs, prêcheurs même, d'un rapprochement entre deux mondes qui se méconnaissent, regrette-t-il. Une recherche d'autant plus indispensable que nous vivons «une ère de transformation, de rupture, de changement de repères, de transition», poursuit-il. L'exemple le plus éloquent est le dérèglement climatique. La place centrale du numérique et l'aspiration grandissante des citoyens à une démocratie participative en sont d'autres. C'est, plus généralement, le cas de toute évolution majeure, économique ou sociétale.

UN BESOIN DE R&D DANS LES TERRITOIRES

Face à ces «bouleversements», l'approche scientifique représente un apport précieux, vantent à l'unisson ces élus locaux, fonctionnaires territoriaux et chercheurs qui militent pour l'établissement de liens étroits entre ces deux univers. «Car, si l'on travaille en vase clos en collectivité, on s'appauvrit», justifie le président (PS) du pays Nivernais Morvan (5 communautés de communes, 61.000 hab., Nièvre), Christian

Paul (lire aussi p.37). Fort de son expérience de maire, conseiller général et régional, député et secrétaire d'Etat, il a aussi cofondé, en 2008, La 27^e Région, association se présentant comme un «laboratoire pour transformer les politiques publiques», qui compte plus d'une centaine d'adhérents, collectivités et

«Si l'on travaille en vase clos en collectivité, on s'appauvrit.»

Christian Paul, président (PS) du pays Nivernais Morvan

individuels. «Les territoires ont besoin de R&D plus que d'une production académique, précise son délégué général, Stéphane Vincent. Ce que nous prônons, c'est la "recherche-action". Nous avons l'ambition de favoriser les passerelles, car la gestion publique n'a pas cette culture. Elle sait acheter de la prestation de conseil en "one shot" à des cabinets, mais pas travailler sur la durée. Toutes les politiques publiques sont susceptibles d'être concernées, en particulier celles nécessitant une approche systémique.»

Adjointe (PC) au maire d'Ivry-sur-Seine (63.300 hab., Val-de-Marne), chargée de la culture scientifique et chercheuse au Centre national de la recherche scientifique en neurosciences, Marie Pieron illustre les atouts de la mise en place d'un «écosystème, fait de connexions». Celui qu'elle soutient associe sa commune, le département, l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre (24 communes, ☉●

Le chercheur peut éclairer
le politique dans
la mise en œuvre de son objet



ILLUSTRATION: CLOD

●○ 711 000 hab.), Vitry-sur-Seine (94 600 hab.), Sorbonne université, ainsi que l'hôpital public Charles-Foix et la pépinière d'entreprises Silver Innov, hébergeant des start-up, tous deux implantés à Ivry. Unis autour d'un projet relatif au vieillissement, résumé en une formule: «Vivre bien, plus longtemps». On y mène des recherches de pointe sur les maladies neurodégénératives, mais on y crée aussi des objets, tel un déambulateur robotisé testé par des patients.

Ce modèle aura mis une trentaine d'années à se déployer totalement. Il existe d'autres façons, plus modestes, de «faire entrer la recherche dans l'action publique, rassure Marie Pieron. Un premier contact sur un sujet ponctuel peut en être l'accroche. Des relations plus structurées se mettront progressivement en place. Il faut se trouver un intérêt commun, la collectivité fournissant alors un terrain d'expérimentation au chercheur. Avec la clause générale de compétence accordée aux communes, les occasions d'intervenir ne manquent pas.»

La convention industrielle de formation par la recherche (Cifre) est une option. Ce dispositif permet de recruter un doctorant pendant trois ans, dans le cadre d'une collaboration aux allures d'alternance. Alice Martin a signé ce type de contrat en février 2019 avec l'Occitanie. Sa thèse, qu'elle espère soutenir au printemps, s'intéressera aux apports du design à une collectivité. «Comme pour l'industrie, le design, c'est se dire qu'on a des utilisateurs à la fin. Pour nous, ce ne sera pas un produit manufacturé, comme une chaise, mais un service public, compare le responsable du service «innovation dans les politiques publiques» de la région, Nicolas Trillaud, qui l'accueille. Il faut

rendre l'objet ergonomique et désirable, et le designer à cette capacité à mettre en scène un service, imaginer des prototypes de solutions, formaliser des idées, traduire ce que dit l'ingénieur, là où la pratique administrative a tendance à privilégier l'entre-soi.»

9%

des thésards
embauchés en 2020
dans le cadre d'une
convention industrielle
de formation par
la recherche (Cifre) l'ont
été par des collectivités.

Source: ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Enchanté de cette association, il la verrait volontiers pérennisée par une embauche. Alice Martin se félicite d'avoir eu «un terrain à portée de main» durant trois ans. Elle a pu travailler sur des sujets aussi divers que l'agriculture durable, la rénovation énergétique des

logements et «le lycée de demain». Convaincue des avantages d'une telle coopération, elle appartient à un réseau, baptisé «Dessein public», comptant 45 designers en collectivité, en contrat à durée déterminée, apprentissage, stage, voire titulaires dans des villes, départements et régions tels que Lille, la Bretagne et la Loire-Atlantique. L'intention est double: partager des expériences entre pairs et valoriser ce métier.

DES PASSERELLES ENTRE DEUX MONDES

Contrairement aux entreprises, les collectivités ont peu recours à la Cifre: 132 étaient en cours en 2020, soit 9% du total. L'intérêt de ce dispositif est pourtant loué par tous ceux qui l'expérimentent. «Des gens de très grande qualité, futurs bac+8, collaborent sur la durée à des sujets intéressants directement la collectivité», commente l'économiste Olivier Bouba-Olga, qui se considère «plus comme chercheur en sciences sociales». Il a encadré des doctorants en Cifre quand il était en poste à l'université de Poitiers. En détachement à la région Nouvelle-Aquitaine, il espère en accueillir «en permanence» dans le service «études et prospective» qu'il dirige depuis un an (lire p.35).

Tout aussi élogieux, c'est pour «organiser une contagion» que Jean-Luc Delpuch a imaginé «1000 doctorants pour les territoires», une plateforme web mettant en relation chercheurs et collectivités. «Établir des passerelles entre deux mondes qui fonctionnent différemment et ne se parlent pas assez»: telle est l'ambition du comité scientifique de l'Association des directeurs généraux des communautés de France, indique sa coanimatrice, Marie-Claude Sivagnanam. DGS de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (13 communes, 212 000 hab.), elle y est à la manœuvre pour renforcer les partenariats. Avec CY Cergy Paris université et ses masters en droit public et en culture, notamment; avec la grande école

de management Essec, dotée d'une chaire d'économie urbaine, dont des étudiants ont, cette année, mené une étude sur l'attractivité de ce territoire... «qui n'est pas reconnu comme une destination touristique», glisse-t-elle. L'école de design qui ouvre ses portes ce mois-ci s'ajoutera à la liste, non exhaustive. «En apportant un pas de côté, le chercheur nous permet de prendre de la hauteur», ajoute la DGS.

UNE COHABITATION AMICALE

Economiste «version sciences sociales», comme il se définit, vice-président (soc. civ.) de la communauté urbaine du Grand Poitiers (40 communes, 194 100 hab.) chargé du développement économique depuis mars 2020, Bastien Bernela porte une ambition similaire. «Les chercheurs que nous sommes ont une appétence pour la complexité, développe-t-il. Le logiciel politique tend, lui, à simplifier parfois. Le premier peut donc éclairer le second dans la déclinaison opérationnelle de son objectif.» Renforcer les liens entre ces deux univers fait partie de sa délégation, et «ce n'est pas simple, reconnaît-il, car les calendriers sont différents. Côté élus, il y a ce besoin pressant d'agir tout le temps; côté scientifiques, une approche plus de long terme, avec la mise en place de protocoles, de méthodologies». Le politique doit «accepter de s'être trompé, de devoir redéfinir, voire renoncer, non à son projet mais à la façon de le mettre en œuvre», poursuit-il, en préconisant une «logique d'expérimentation et d'évaluation chemin faisant». Stéphane Vincent plaide pour qu'une «culture du doute» infuse les collectivités: «Ne plus être dans la pensée magique, faire preuve d'humilité.»

Fort de dix ans d'expérience avec la Nouvelle-Aquitaine dans le cadre du programme AcclimaTerra, le climatologue Hervé Le Treut suggère une «cohabitation amicale» entre une science qui «essaie d'éclairer un paysage» et un champ politique qui «choisit la route à emprunter», à partir de critères multiples. Il estime qu'il est du «devoir» du chercheur d'aider le décideur en «partageant» ses savoirs, que ce «n'est pas perdre son âme». Il y a «besoin d'une acculturation réciproque» afin que chacun intègre les bénéfices d'une coopération, constate Jean-Luc Delpuch, citant ce proverbe africain: «Il faut tout un village pour élever un enfant.»

Après vingt et un ans de carrière universitaire, pourquoi avoir rejoint la région Nouvelle-Aquitaine?

Accepter d'être bousculé

Sur la plateforme web du programme «1000 doctorants pour les territoires», Marc Dixneuf, le directeur général de l'association Aides, formule ce prérequis d'une relation avec le monde de la recherche: «Il faut être prêt à entendre des choses n'allant pas dans le sens de notre histoire officielle, accepter que notre hypothèse de départ soit fautive, que la belle idée soit à oublier.»

QUESTIONS À...



J.-M. NOSSANT/LA GAZETTE

OLIVIER BOUBA-OLGA,
chef du service «études et prospective»
à la région Nouvelle-Aquitaine,
professeur des universités

Après vingt et un ans de carrière universitaire, pourquoi avoir rejoint la région Nouvelle-Aquitaine?

J'ai toujours été proche du monde des collectivités et mon appétence pour la recherche appliquée m'a amené à travailler ponctuellement pour des territoires comme l'ex-Poitou-Charentes ou Cognac. L'envie de passer du discours aux actes, de «mettre les mains dans le cambouis», en même temps qu'une certaine lassitude du monde universitaire, l'impression d'en avoir fait le tour, m'ont conduit à ce détachement dans un conseil régional, que j'envie sur la durée.

Que pensez-vous apporter à la région?

De la méthode, de la production de connaissances utiles et en continu, et de l'évaluation. Les économistes savent brasser des statistiques, mais ils ne se déplacent pas assez sur le terrain pour en interpréter les résultats, contrairement aux géographes et aux sociologues. De plus, leur horizon tend à se focaliser sur les grandes villes, ce qui donne

un discours urbano-centré. Or, il y a besoin d'innovations aussi dans des territoires à faible densité, qui, de plus, manquent d'ingénierie. Éclairer le politique par le regard scientifique peut l'aider à appréhender les dynamiques territoriales.

Le monde de la recherche est-il disposé à apporter sa contribution?

Le potentiel est important et sous-développé, faute d'incitations. S'il veut booster sa carrière, un enseignant-chercheur a plus intérêt à faire de la recherche académique et à publier dans des revues reconnues dans sa discipline qu'à travailler pour des institutions. Si collaborer avec des collectivités était valorisé, je suis certain que plein de chercheurs frapperaient à leur porte. Le monde universitaire est hétérogène. L'enjeu sera de repérer les opportunités de coopération. Je vais œuvrer à des partenariats avec les masters, pour qu'un professeur travaille avec ses étudiants sur des sujets intéressants les territoires plutôt qu'à partir de cas d'école. On peut conventionner avec des labos et des thésards (Cifre). Plusieurs modèles existent, combinant quantitatif et qualitatif, ainsi que des temporalités différentes. ●

L'EXPERT

MATTHIEU ANGOTTI, conseiller «Territoires d'engagement»
à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

Il du chercheur peut se révéler précieux»

dre de son nouveau pro- rritoires d'engagement, mpagne des collectivités marches de démocratie ve, un levier majeur de ion de l'action publique, onne du sens. Le recul du ui travaille dans un esprit tant des usages, peut se cieux pour entraîner les antes dans le programme. inancer un doctorant en s de la communauté de communes du Clunisois. Puis ce sera le cas de quatre autres terri- toires engagés dans le dispositif, en Auvergne - Rhône-Alpes, Occitanie et Normandie. D'ici à fin décembre, l'agence souhaite prendre à sa charge le coût de l'embauche, durant trois ans, d'un thésard pour une dizaine de collectivités, levant un obsta- cle financier. L'idée est de les aider à devenir autonomes par un transfert de compétences, comme on parlerait d'un transfert de technologies.»

Des poils à gratter porteurs d'une autre vision

Convaincue de l'apport du scientifique pour imaginer le futur d'un territoire, la directrice du parc naturel régional des Baronnies provençales, Emilie Ruin, invite à solliciter «ce que l'on n'a pas envie d'entendre».

«Le conseil scientifique, c'est notre poil à gratter, décrit la directrice du parc naturel régional [PNR] des Baronnies provençales [*], Emilie Ruin. Il doit nous aider à explorer des voies où l'action publique n'ose pas aller... Jusqu'à dire ce que l'on n'a pas forcément envie d'entendre. A nous d'accepter cet inconfort.»

En poste depuis douze mois, elle affiche la «conviction profonde» d'un lien fort entre recherche et action territoriale. De là, son intention d'instaurer une «relation permanente» entre élus, agents et membres de ce conseil. Thierry Tatonni est l'un d'eux. Ecologue et professeur à Aix-Marseille université, il est élu à Nyons (6800 hab., Drôme) depuis mars 2020, mais y siège «uniquement en sa qualité de scientifique», insiste-t-il.

CHANGEMENTS DE REPÈRES

C'est «pour comprendre de l'intérieur ce qui bloque» qu'il a accepté la proposition du maire de rejoindre l'équipe municipale. «Ça rentre presque dans mon processus de recherche», confie-t-il, même.



L'équipe municipale de Nyons, commune membre du PNR, compte un écologue et professeur d'université qui siège «uniquement en sa qualité de scientifique».

Refusant d'être seulement ce poil à gratter, il a décidé de «descendre dans l'arène» pour «accompagner» les collectivités dans une transition socioenvironnementale «d'une complexité extrême, car chaque fois que l'on manipule un pion, on a des effets en cascade». Le regard «décalé» du scientifique entraîne des «changements de repères»,

dont il a conscience. L'exemple de l'eau, sujet «prioritaire» dans les Baronnies provençales, en est une illustration. «La réponse actuelle consistant à faire toujours plus de retenues collinaires n'est pas la bonne», estime-t-il, suggérant de «revoir» certaines pratiques et «d'interroger le passé» pour les réviser. Le déploiement d'éoliennes sur des crêtes est un autre thème sensible...

Multipliant les collaborations auprès de collectivités, Thierry Tatonni préside les conseils scientifiques des PNR du Luberon (Vaucluse et Alpes-de-Haute-Provence) et de la Sainte-Baume (Bouches-du-Rhône et Var) et est membre de celui de la Fédération des parcs naturels régionaux de France. Les PNR sont, pour lui, le «territoire d'expérimentation» par excellence du développement durable en milieu rural.

APPORT INTERDISCIPLINAIRE

L'apport doit «absolument être interdisciplinaire» pour porter «une autre vision» que celle de l'économiste classique, défend-il, citant les sciences humaines et sociales, la biodiversité ou l'éducation. A l'approche du renouvellement de son conseil scientifique, l'an prochain, Emilie Ruin souhaite, justement, l'élargir à de nouveaux profils professionnels... et à des femmes, au nombre de quatre sur 21 actuellement. Elle aimerait aussi avoir «au moins un doctorant Cifre en permanence» et se félicite que le PNR ait été, en fin d'année dernière, lauréat d'un appel à projets sur la santé: il lui offre le concours de chercheurs de Paris, Lyon et Aix-Marseille. ●

(*) 97 communes et une associée, 36 000 hab., Drôme et Hautes-Alpes.

CHRISTIAN PAUL

«Un regard qui permet de gagner en compréhension des phénomènes»

Président du pays Nivernais Morvan et coordonnateur de la chaire «transformations de l'action publique» de Sciences-po Lyon, Christian Paul vante toute la richesse d'un partenariat entre recherche et collectivités.

Comment expliquez-vous le peu d'interactions, au vu du potentiel, entre les acteurs de la recherche et les collectivités territoriales?

On observe un manque de dialogue entre ces deux mondes, alors que la porosité pourrait être totale. Chacun doit faire un pas vers l'autre: l'élu local et le cadre territorial entreverront alors tout ce qu'ils peuvent retirer de la recherche pour élaborer leurs politiques publiques, et le chercheur comprendra qu'il peut faire progresser un territoire sans trahir son intégrité de scientifique. Cela demande simplement, de part et d'autre, une écoute sérieuse et une forme d'humilité.

Pouvez-vous citer un exemple de collaboration?

Le pays Nivernais Morvan, que je préside, va recruter un doctorant en Cifre, ex-étudiant de Sciences-po Lyon «contaminé positivement» par le design public, qui est la science du projet. Nous l'associerons pendant trois ans à une initiative de Territoires zéro chômeur de longue durée. Il s'intégrera à un projet professionnel de développement local, tout en prenant du recul pour exercer son esprit critique, ceci, de plus en plus à mesure que son travail de thésard s'affinera. Cette forme de collaboration offre, d'un côté, un terrain au chercheur, de l'autre, l'occasion aux élus locaux et aux agents des services d'échanger avec des intelligences d'une autre nature que celle, parfois formatée, de leurs organisations.

Quels autres modes de partenariat conseillez-vous?

Le conseil scientifique en est un, à la condition qu'il soit pluridisciplinaire et que la délibération y soit



ASSEMBLÉE NATIONALE

«L'expertise du chercheur, celle de l'acteur public et l'exigence du citoyen: c'est ce que j'appelle le "triangle magique".»

contradictoire. La résidence peut s'avérer fructueuse: un chercheur pose sa valise dans un territoire, plutôt que d'y venir ponctuellement et pour quelques heures. Il y en a d'autres encore!

Certains secteurs de l'action publique sont-ils à privilégier pour de tels partenariats?

Tout champ peut, sans doute, être concerné. En matière d'aménagement du territoire, de mobilité, de climat ou encore d'éducation, le regard du chercheur, qu'il soit économiste, juriste, géographe, sociologue ou anthropologue permet à la collectivité de gagner en compréhension des phénomènes, en élaboration de solutions et d'enrichir ainsi son projet de territoire. J'ajoute un troisième élément: l'habitant, pour qui il faut imaginer des dispositifs démocratiques l'amenant, lui aussi, à questionner la politique locale. C'est alors ce que j'appelle le «triangle magique»: l'expertise du chercheur, celle de l'acteur public et l'exigence du citoyen. ●

À LIRE

Les pistes du CNFPT

Publié par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), «Regards sur la recherche dans l'action publique locale» propose, à travers des ressources et des témoignages, des pistes aux élus et aux agents des territoires pour bénéficier de «l'éclairage» de la recherche dans la transformation de leurs politiques. Et ce, dans un esprit de coconstruction.

«Regards sur la recherche dans l'action publique locale», CNFPT, 2020. A lire sur: bit.ly/3qCC2No

Les régions et la recherche

Dans une note de juin intitulée «Régions: le renouveau de l'action publique?», l'Institut Montaigne s'intéresse aux apports de la recherche dans les politiques publiques. Dans cette étude, il estime que si les régions ont compris son rôle «essentiel, voire vital» pour les entreprises de leur territoire, elles n'en ont «sans doute pas encore pris totalement conscience pour elles-mêmes».

«Régions: le renouveau de l'action publique?», Institut Montaigne, juin 2021. A lire sur: bit.ly/3dtm560

SUR LE WEB

Retours d'expériences

Le blog de La 27^e Région relate des retours d'expérience sur des thématiques aussi variées que la gouvernance des inondations, la participation citoyenne et le contrat de ville. Laboratoire pour transformer les politiques publiques, l'association entend «inspirer et inventer» les services, les administrations et les modes d'action publics de demain.

A consulter sur: www.la27eregion.fr/blog



Pour aller plus loin

Recherche universitaire: quand les collectivités parlent sur l'innovation
www.lagazette.fr/600157

Chercheurs et étudiants nourrissent l'innovation dans les collectivités
www.lagazette.fr/600522

Une boîte à outils consacrée aux partenariats

Fonctionnaire territoriale et chercheuse, titulaire d'un doctorat en géographie et aménagement sur l'efficacité des politiques publiques, Emilie Ruin a publié, l'an dernier, une «boîte à outils» sur les partenariats pouvant être développés entre le monde de la recherche et les territoires. Réalisé avec deux collègues de l'Institut national des études territoriales, comme elle en formation d'ingénieur en chef, le document de 40 pages se présente sous la forme de fiches pratiques

dans lesquelles le lecteur est invité à «picorer». Car, même convaincus de l'opportunité de telles collaborations, «les acteurs ne savent pas toujours comment le traduire dans la réalité», écrivent les auteurs.

Certains dispositifs y sont détaillés: recherche-action, collaboration avec un laboratoire ou un master, thèse en Cifre... Des ressources y sont recensées, telle la plateforme de l'observation des projets et stratégies urbaines (Popsu).

Document accessible sur: bit.ly/3qxUxSZ